

Document

Articles de presse de mai 2012

Table des matières

International

Economie

- Le peuple un détail gênant. (03.05)
- Les retraits des banques ne touchent pas que la Grèce. (18.05)
- La Chine délocalise des entreprises en Ethiopie pour réduire ses coûts. (21.05)
- Et si Athènes renouait avec la drachme: mode d'emploi pour divorcer de l'euro. (21.05)
- Croissance : le malentendu franco-allemand. (22.05)
- Pourquoi l'action Facebook s'effondre. (23.05)
- Quand les investisseurs payent pour prêter à l'Allemagne. (25.05)
- Des eurobonds aux réformes structurelles, les idées sur la table de l'UE. (25.05)

Un article de Frankfurter Rundschau du 24 avril 2012

Le peuple un détail gênant. (03.05)

Un spectre plane sur les marchés financiers : que se passerait-il si la cohorte des victimes de la crise n'approuvait plus la politique des puissants ? C'est la raison pour laquelle les responsables politiques, comme les grands patrons, préfèrent ne pas se risquer à trop de démocratie.

Stephan Kaufmann

La crise de l'euro est en standby, les milliers de milliards de crédits alloués par la Banque centrale européenne ont calmé le jeu. Mais sur les marchés financiers, une nouvelle menace se dessine : la démocratie. *“Les élections françaises [le second tour de la présidentielle le 6 mai sera suivi d'élections législatives en juin] et grecques [le 6 mai], ainsi que le référendum irlandais [le 31 mai], font naître des inquiétudes chez les investisseurs, les entreprises et les consommateurs”*, explique Elga Bartsch, de la banque d'investissement américaine Morgan Stanley.

Les pays européens exigent de leur population de lourds sacrifices. Afin de conforter la confiance des marchés financiers dans leur solvabilité, ils suppriment des centaines de milliers de postes de fonctionnaires, augmentent les impôts, sabrent dans les dépenses publiques, abaissent les retraites.

Et pour relancer leur compétitivité internationale, ils revoient les salaires à la baisse, édulcorent la protection contre le licenciement, affaiblissent les syndicats. Pendant ce temps, les pertes d'emplois vont bon train. Dans des pays comme la Grèce et l'Espagne, la moitié des jeunes actifs est aujourd'hui au chômage.

Coup d'état permanent

“A l'heure qu'il est, le plus gros risque pour l'Europe”, analyse Patrick Artus, économiste à la banque française Natixis, *“est moins une hausse des taux sur les emprunts obligataires, qu'une crise politique et sociale dans un contexte de hausse spectaculaire du chômage”*.

A intervalles réguliers, selon les règles du jeu démocratique, les victimes de la crise peuvent donner leur avis par la voie des urnes sur les mesures engagées – et les rejeter si elles le souhaitent. Cette possibilité génère de l'incertitude sur les marchés. C'est la raison pour laquelle la classe politique a tout fait, ces derniers mois, pour neutraliser le libre arbitre des électeurs. En Grèce, l'idée d'un référendum sur les mesures d'austérité a ainsi été abandonnée en novembre – les dirigeants politiques allemands et français ont ouvertement menacé d'exclure la Grèce de la zone euro si les Grecs votaient l'abandon de ces mesures.

En Grèce et en Italie, la crise a poussé vers la sortie les chefs de gouvernement élus. Ils ont été remplacés par des *“technocrates”* qui, eux, n'ont pas été élus et ne dépendent donc pas de la volonté des électeurs.

“La politique en période de crise s'apparente à un coup d'Etat permanent”, dénonce Joseph Vogel, professeur de littérature. De plus en plus souvent, ce sont des négociations informelles réunissant banquiers, responsables politiques et banquiers centraux qui orientent la politique. Le pouvoir de décision est aujourd'hui aux mains des *“soviets de la finance”*, déplore l'enseignant.

Certes, le peuple est tout de même appelé à voter. Par exemple, en Irlande. Fin mai, l'île votera ou non l'adhésion au pacte budgétaire. Mais la marge de manœuvre des Irlandais n'en est pas moins étroite : le pays dépend des aides du fonds de sauvetage européen – lesquelles ne seront versées que si l'Irlande adhère au pacte budgétaire.

“La fin de la souveraineté”

Début mai, les Grecs éliront un nouveau parlement. Afin de mettre le plan de rigueur à l'abri du libre arbitre des électeurs, les vainqueurs pressentis du scrutin – le PASOK [socialiste] et Nouvelle Démocratie [droite] – ont d'ores et déjà été contraints de s'engager à poursuivre la politique de réformes. Reste le problème de la montée des petits partis d'opposition, qui génère de l'incertitude chez des investisseurs que les dissensions politiques effarouchent.

Enfin, il y a l'élection présidentielle française. Le socialiste François Hollande mène le jeu devant Nicolas Sarkozy, le président en place. Hollande veut taxer davantage les riches, mettre un frein à la politique de rigueur et renégocier le pacte budgétaire. Réaction des marchés : en avril, la France a vu une nouvelle fois ses taux s'orienter à la hausse lors d'une adjudication obligataire.

De son côté, Nicolas Sarkozy pousse les Français sur la voie de la réforme. Ce qui implique naturellement des sacrifices pour la population. Mais sans réformes, la France risque de connaître *"le sort de la Grèce ou de l'Espagne"*, met en garde Sarkozy. Il n'existe tout simplement pas d'autre option. En clair : les Français peuvent aller voter. Mais ils n'ont pas le choix.

Dire aux gens qu'ils n'ont pas le choix revient à leur interdire de s'exprimer et de penser", dénonce Ulrich Thielemann, spécialiste allemand de l'éthique des affaires. *"Si l'on ne peut plus évoquer les alternatives possibles, c'est la fin de la démocratie"*. Techniquement, certes, on continuera d'aller voter. *"Mais les gens n'ont plus le droit de choisir, ils n'ont pas d'autre choix que de dire amen à une politique irrévocable – la démocratie ne sert plus dès lors qu'à entériner"*.

L'électorat est aujourd'hui dépossédé de son pouvoir par les marchés, qui accordent ou refusent les crédits nécessaires. *"C'est la fin de la souveraineté"*, assure Ulrich Thielemann. A ses yeux, la politique s'assujettit à la loi des marchés comme s'il s'agissait d'un phénomène naturel. *"Elle aurait aussi pu tout simplement saisir par l'impôt les capitaux qu'elle quémante aujourd'hui"*.

Pour Ulrich Thielemann, la liberté des marchés s'oppose à la liberté de la démocratie. *"Quand l'Etat n'a plus pour seul objectif que de doper la compétitivité, il nous interdit de nous poser cette question qui est au centre de la démocratie : comment voulons-nous vivre ?"*

Traduction : Jean-Baptiste Bor

Un article de Reuters du 17 mai 2012

Les retraits des banques ne touchent pas que la Grèce. (18.05)

Les épargnants grecs pourraient être saisis par "*une grande peur susceptible de se transformer en panique*" selon les mots du président Karolos Papoulias, mais beaucoup de Grecs ont depuis bien longtemps transféré leur argent dans des endroits jugés plus sûrs comme le Royaume-Uni, la Suisse, l'Allemagne et les pays d'Europe du Nord.

Les craintes d'une ruée dans les banques grecques ont ébranlé Athènes cette semaine, après que les épargnants ont retiré au moins 700 millions d'euros sur la seule journée de lundi, selon les commentaires de Karolos Papoulias aux responsables politiques publiés sur le site de la présidence.

Ce ne sont pas seulement les Grecs qui sont inquiets à propos de leurs économies. Les statistiques montrent que les épargnants en Belgique, en France et en Italie ont aussi retiré de l'argent des banques.

Jeudi, le gouvernement espagnol a dû démentir l'existence d'un mouvement de retraits paniques de sommes déposées à la banque en difficulté Bankia.

Les Grecs redoutent d'être frappés par une dévaluation brutale de leur monnaie si le pays devait sortir de la zone euro. Les épargnants espagnols se sont, quant à eux, affolés après la nationalisation de Bankia la semaine dernière et s'inquiètent du coût grandissant du plan de sauvetage gouvernemental du secteur bancaire.

En Grèce, des sources au sein de deux banques ont dit à Reuters que les retraits effectués mardi avaient à peu près atteint le même montant que la veille.

"Le système bancaire grec en entier est en danger : les banques font désormais face au pire, le retrait massif d'argent", a déclaré Arnaud Poutier, directeur général d'IG Markets France.

UN MOUVEMENT À L'OEUVRE DEPUIS DEUX ANS

Ces retraits ont commencé il y a au moins deux ans, alors que la crise de la dette s'approfondissait.

Les banques helléniques ont perdu 72 milliards d'euros de dépôts depuis le début 2010, soit environ 30% du total de cette époque, selon des données compilées par Thomson Reuters.

Les cinq plus grandes banques grecques ont enregistré pour 37 milliards d'euros de sortie de dépôts l'an dernier, dont 12 milliards pour EFG Eurobank et entre 8 et 9 milliards pour chacun des établissements National Bank of Greece, Piraeus et Alpha Bank.

En février, le ministre des Finances de l'époque, Evangelos Venizelos, avait dit que seulement 16 milliards d'euros avaient été transférés à l'étranger, dont un tiers au Royaume-Uni.

Les épargnants ont transféré le reste dans l'immobilier, l'or et dans d'autres établissements, ou bien ont caché leur argent chez eux.

En Grèce, ces retraits progressifs de dépôts n'ont pas causé de panique. Mais cela pourrait changer rapidement s'il devait y avoir une perte soudaine de confiance dans les banques.

En septembre 2008, les clients de la banque britannique Northern Rock s'étaient ainsi affolés du jour au lendemain pour leurs économies. Au point de faire la queue pendant des heures afin de retirer leur argent, ce malgré une garantie sécurisant la majorité des dépôts. Le gouvernement britannique avait fini par nationaliser la banque.

TRANSFERTS D'ARGENT

Les mouvements de dépôts en Europe ont été très importants l'année dernière, montrent l'analyse des données de plus de 120 banques cotées européennes.

Plus de 120 milliards d'euros ont été sortis de deux banques en Belgique, surtout au sein de la banque Dexia qui a dû être renflouée et restructurée. KBC a aussi fait face à des retraits importants.

Les banques françaises, très exposées à la Grèce, ont enregistré des retraits de dépôts de 90 millions d'euros, dont 30 millions pour chacune des banques BNP Paribas et Crédit Agricole.

Les craintes d'un éclatement de la zone euro ont également provoqué des retraits de 30 milliards d'euros des banques italiennes.

Ces retraits d'argent en Europe se sont faits au profit des banques britanniques. Plus de 140 milliards d'euros ont été déposés dans seulement quatre grands établissements financiers au Royaume-Uni. Le pays bénéficie de sa position hors de la zone euro et de l'exposition importante de ses banques en Asie, à l'image de HSBC et de Standard Chartered.

D'autres banques ont aussi connu d'importantes entrées d'argent. C'est le cas de Barclays, de Deutsche Bank, de Credit Suisse, d'UBS et des banques russes Sberbank et VTB.

Commentaire.

Il y a environ 4 mois, je vous avais donné cette info provenant du portail Liesi.

Un article de l'AFP du 20 mai 2012

La Chine délocalise des entreprises en Ethiopie pour réduire ses coûts. (21.05)

Dans le ronronnement continu des machines, une centaine d'ouvriers éthiopiens découpent sans relâche du cuir, enfilent des lacets et collent des semelles, sous la supervision de contremaîtres chinois.

Avec cette usine, des entrepreneurs chinois entendent bénéficier du faible coût de la main d'oeuvre africaine et de la matière première, le cuir, pour fabriquer des chaussures qui seront vendues en Europe et aux Etats-Unis.

L'usine de Huajian est installée à Dukem, à 30 km au sud d'Addis Abeba, dans une zone industrielle en plein développement, la première construite en Ethiopie par des capitaux chinois.

Après s'être concentrée sur la construction d'infrastructures et l'exploitation des matières premières, notamment le pétrole, en Afrique, la Chine commence à y chercher des coûts salariaux avantageux pour son industrie.

Quant à l'Ethiopie, elle y gagne une diversification bienvenue pour son économie largement agricole.

Un marché gagnant-gagnant, donc, selon Qian Guoqing, vice-directeur de la East Industry Zone: *"les deux parties ont un engagement réciproque, elles disent +tu devrais avoir quelque chose, je devrais obtenir quelque chose"*.

Une fois achevée en 2014, pour un coût de 250 millions de dollars, la zone industrielle, dont la construction a commencé en 2009, doit regrouper plus de 80 usines et créer 20.000 emplois.

Pour l'heure, elle compte plusieurs rangées de bâtiments de trois étages abritant six usines à capitaux chinois, dont, outre celle de Huajian, une chaîne de montage automobile et une fabrique de plastique.

Huajian, un des plus importants fabricants chinois de chaussures, prévoit d'investir jusqu'à 2 milliards de dollars en Ethiopie pour fabriquer des souliers destinés à l'exportation vers l'Europe et l'Amérique du Nord.

Afin d'attirer les investisseurs étrangers dans le cadre d'un *"plan de croissance"* destiné à faire de leur nation un pays à revenu intermédiaire d'ici 2025, les autorités éthiopiennes offrent quatre ans d'exonérations fiscales, des terrains bons marchés et l'électricité gratuite aux occupants de la zone industrielle.

Main d'oeuvre peu chère.

Mais investir en Ethiopie *"n'est pas une stratégie sans risque"*, prévient Stefan Dercon, économiste spécialisé dans le développement à l'Université britannique d'Oxford.

L'Ethiopie va devoir maintenir des taux de croissance élevés afin de rembourser les investissements de départ. *"Si cela ne fonctionne pas, les espoirs vont s'évanouir très rapidement, les deux ou trois prochaines années sont donc cruciales pour le processus dans son ensemble"*, selon lui.

"Nous devons avancer rapidement, notre ennemi est la pauvreté", rétorque le ministre d'Etat éthiopien à l'Industrie, Tadesse Haile, *"quiconque nous demande de ralentir accepte la pauvreté"*.

Avec un PIB par habitant estimé à 325 dollars par l'ONU, l'Ethiopie figure toujours parmi les plus pays africains les plus pauvres, en dépit d'une croissance parmi les plus dynamiques du continent (+11% au cours de chacune des six dernières années selon la Banque mondiale).

Les investissements étrangers *"génèrent de la croissance, de l'emploi (...) cela nous permet aussi de fabriquer des produits pouvant être exportés, ce qui amène des devises et des transferts de technologie"*, soutient M. Tedesse.

Mais de nombreux problèmes subsistent: réseaux de télécommunications déplorables, bureaucratie pesante et absence de port dans ce pays enclavé, sans accès à la mer.

Paul Lu, directeur des ressources humaines de Huajian, recense, lui, les différences culturelles, la barrière de la langue et le manque de conscience professionnelle d'une bonne partie du personnel local. Mais ces obstacles sont compensés par l'abondance de matière première et de main d'oeuvre, peu chère alors que les salaires augmentent en Chine.

"Nous sommes venus fabriquer des chaussures et (...) l'Ethiopie produit beaucoup de cuir", poursuit-il devant l'entrée de l'usine où une vingtaine de personnes attendent pour un entretien d'embauche.

Dans l'usine, Teju Edek, 22 ans, contrôleur qualité, payé 30 dollars par mois, se plaint que *"le salaire est trop bas"*. Il dit travailler ici surtout pour *"développer ses connaissances technologiques"* et ajoute que, s'il pourrait gagner plus dans des usines éthiopiennes, il n'y apprendrait pas autant.

Pour Tafere Getie, gestionnaire d'une des usines de la zone, le vrai bénéfice de ces investissements se verra à long terme: *"J'espère que les Ethiopiens qui travaillent dans les usines étrangères aujourd'hui posséderont leur propre industrie d'ici 20 ans"*.

Un article de Reuters du 16 mai 2012

Et si Athènes renouait avec la drachme: mode d'emploi pour divorcer de l'euro. (21.05)

Le scénario n'a plus rien de tabou pour les économistes européens: si la Grèce quitte l'euro, il lui faudra réimprimer des drachmes tout en jugulant la panique des habitants, avant de miser, pour sa relance, sur les exportations et le tourisme.

Renouer avec ses anciennes amours est risqué: à peine réintroduite, la drachme, considérée comme monnaie la plus faible de la région, verrait son cours fondre sous la pression des marchés.

De quoi effrayer les Grecs, dont l'épargne perdrait 50% de sa valeur selon plusieurs études.

Les retraits d'argent dans les banques du pays ont d'ailleurs atteint lundi 700 millions d'euros. Un chiffre qui s'ajoute aux quelque 16 milliards d'euros qui auraient été déposés à l'étranger depuis 2009.

"*Le mouvement de panique a déjà commencé*", remarque Pedro Videla, professeur à l'IESE Business School de Madrid, qui juge "très probable" un retour à la drachme: "*comme le pays est déjà en train de se désintégrer socialement et politiquement, je parierais qu'il va sortir de l'euro très bientôt*".

La solution, selon lui? "*Agir d'un coup, pendant un week-end, en fermant les banques, en empêchant les retraits d'argent*".

Il faudrait que la Grèce puisse "*éviter la fugue des capitaux en prenant des mesures draconiennes*" comme le blocage des comptes, car le pays "*est en quelque sorte dans une économie de guerre*", renchérit Giuliano Noci, professeur à l'université Politecnico de Milan.

L'autre stratégie, d'un retour à la drachme annoncé à l'avance, risque au contraire d'aggraver la panique.

L'institut allemand Ifo penche pour une troisième voie: les comptes bancaires resteraient libellés en euros (pour éviter la fuite de capitaux) et l'euro continuerait à avoir cours.

Les salaires des fonctionnaires seraient eux versés en drachmes, ce qui serait aussi la monnaie pour les transactions avec l'Etat, de quoi représenter une masse critique de 60% des échanges et rendre la drachme indispensable au quotidien.

Opinion similaire chez Erik Nielsen, d'Unicredit, qui prône de garder l'euro comme monnaie d'échange jusqu'à ce que "*les arrangements formels de sortie de la zone euro et de l'UE commencent*".

Mais où trouver, aussi vite, tant de drachmes, alors que les vieilles devises ont toutes été détruites?

Une idée serait que "*tous les billets d'euros dans les banques grecques soient marqués d'un tampon +ceci est une drachme, pas un euro+, ou leur enlever un coin*" pour les différencier, avance Pedro Videla.

Car "*il y a très peu d'entreprises dans le monde qui produisent des billets et monnaies officielles*", note Federico Steinberg, de l'institut espagnol Elcano. Même si la fabrique nationale grecque s'en chargeait, délaissant les billets de 10 et 20 euros qu'elle produit, "*cela prendrait plusieurs mois*".

Entre-temps, "*la transition serait assez chaotique et il pourrait apparaître des monnaies informelles alternatives ou un retour partiel au troc*": "*ce serait comme revenir à la préhistoire financière, mais c'est ce qui s'est passé en Argentine en 2001, et après quelques mois la situation s'est rétablie*".

Place ensuite aux quelques avantages du retour à la drachme: avec une devise faible, le pays deviendrait très bon marché, de quoi attirer les touristes et devenir un exportateur compétitif, afin de retrouver le chemin de la croissance.

Mais "*la dette extérieure en pourcentage du PIB exploserait, car elle serait libellée en devises, et l'inflation exploserait aussi*", prévient Paula Gonçalves Carvalho, économiste à la banque portugaise BPI, qui note qu'en Grèce, "*il n'y a pas d'auto-suffisance en ce qui concerne la plupart des biens essentiels*".

Il faudrait donc s'assurer que le gain de compétitivité n'est pas annulé par l'inflation, tandis que le plus logique est que l'Etat "*arrête de payer*" sa dette, selon Pedro Videla, même si "*cela signifie que la Grèce sera hors du système financier international pour des années*".

Au final "*je ne pense pas que la sortie de la Grèce de l'euro serait un désastre*", estime Giuliano Noci. "*Les exemples de défaut de paiement et de dévaluations énormes des monnaies en Argentine, en Indonésie, en Corée du Sud ou en Russie démontrent clairement que ce type de processus, s'il est bien géré, n'est pas un désastre*".

Un article de liberation.fr du 21 mai 2012

Croissance : le malentendu franco-allemand. (22.05)

Tous les dirigeants européens s'accordent sur la nécessité d'une politique de croissance, mais tous n'en donnent pas la même définition.

Après avoir fait campagne sur la nécessité d'une politique de croissance en Europe, François Hollande s'est félicité que le sujet ait été au cœur du G8 tenu ce week-end aux Etats-Unis. Après avoir pratiqué une sévère austérité, les homologues du nouveau président français conviennent désormais que la sortie de crise est illusoire sans rebond de la production de richesses. Mais, si l'objectif est partagé, les moyens de l'atteindre ne font pas encore consensus.

Le projet de croissance de François Hollande, exposé dans un mémorandum adressé à ses collègues européens, repose sur la dépense publique (augmentation des financements de la Banque européenne d'investissements, mobilisation des fonds structurels européens inutilisés, grands travaux financés par des obligations européennes) et la création d'une taxe sur les transactions financières.

Réformes libérales

L'Allemagne, elle, estime que la croissance passe avant tout par des «réformes structurelles», c'est-à-dire des changements profonds dans des systèmes sociaux jugés trop dépensiers et inefficaces. Sont particulièrement visés le marché du travail, à «flexibiliser», et le système éducatif, à adapter au marché de l'emploi.

Cette vision est soutenue par la Banque centrale européenne, dont un représentant, l'Allemand Jörg Asmussen, a estimé ce lundi que les réformes pourraient s'inspirer de la politique menée en 1998 et 2005 par le chancelier Gerhard Schröder, qui visait à diminuer le coût du travail et augmenter la «flexibilité» du marché de l'emploi. Le FMI et l'OCDE soutiennent également des réformes libérales.

Feu rouge aux eurobonds

Dans ces conditions, l'accord sur les mesures de croissance, s'il est atteint, pourrait être minimal. Les premières dispositions devraient être annoncées à l'issue d'un Conseil européen prévu mercredi.

«L'Allemagne fera certainement des concessions sur la mobilisation des fonds structurels, estime l'économiste Alexandre Delaigue. Ils seront sans doute utilisés dans le domaine des transports, des énergies renouvelables... Avec beaucoup d'affichage et peu d'effets.» Le recours à des fonds publics européens est aussi soutenu par le Premier ministre italien Mario Monti, favorable à une politique d'investissement pour modérer les effets de la rigueur dans son pays.

En revanche, la création d'obligations communes européennes devrait rester dans les cartons. Ces «eurobonds», qui reviendraient à mutualiser la dette européenne, représentent encore une ligne rouge pour Berlin, Angela Merkel estimant que cela dissuaderait les pays en difficultés de faire les efforts budgétaires requis. Ombre grecque

En contrepartie, la France acceptera-t-elle d'appliquer certaines des réformes structurelles prônées par l'Allemagne ? *«Les exigences en la matière seront limitées, juge Alexandre Delaigue. Paris devra s'engager à respecter strictement son redressement budgétaire, et sans doute arrêter de clamer que l'austérité, c'est le mal.»* Il est fort improbable que François Hollande, qui a rechigné à s'engager sur le thème du coût du travail pendant la campagne présidentielle, prenne des engagements à ce sujet.

Ces décisions, si elles s'en tiennent là, ne suffiront pas à assurer le salut d'une zone euro plus menacée que jamais par la situation en Grèce et en Espagne. Une dégradation supplémentaire de celle-ci pourrait appeler des mesures d'une tout autre ampleur.

Un article de 20minutes.fr du 21 mai 2012

Pourquoi l'action Facebook s'effondre. (23.05)

Les investisseurs attendaient de l'argent facile, il n'en est pour l'heure rien avec une action en chute de plus de 11%. Loin des 42 dollars des premiers instants...

Cela arrive peu souvent au géant des réseaux sociaux pour être noté: Facebook a planté. Mais en Bourse. Y a-t-il eu une erreur de calcul et un responsable? N'est-il pas trop tôt pour juger ?

Un deuxième jour, ce lundi, catastrophique alors que les marchés attendaient un éventuel rebond après une introduction ratée vendredi dernier et un cours de l'action Facebook sauvée par Morgan Stanley dans les derniers instants du cours pour éviter un plongeon sous les 38 dollars en première séance (chute de 11% alors que le Nasdaq a réalisé ce lundi son meilleur jour de l'année). Morgan Stanley justement, héros ou coupable d'erreur de jugement.

Morgan Stanley seule responsable d'un prix d'action trop élevé?

La banque s'étant occupée de l'entrée en Bourse du réseau social, les doigts sont pointés en direction du prix d'introduction. Morgan Stanley a placé, à l'image du Nasdaq, trop d'attente dans cette entrée en Bourse, pensant avoir l'affaire du siècle entre les mains. Un journaliste américain explique même que ce sont les machineries du Nasdaq (les ordinateurs qui placent les actions) ont trahi le marché, n'arrivant pas à réunir parfaitement offres et demandes comme cela aurait dû se passer, d'où le retard constaté de plus d'une demie-heure d'entrée en Bourse vendredi dernier

En définitive, le prix était trop élevé et les acheteurs ne répondent pas présents. Le prix a pourtant été longtemps au cœur de discussions et un tarif plus bas, autour des 30 dollars, ou même de la partie basse de la tranche 35-38 dollars, avait un temps été considéré. Peut-être aurait-il évité à Facebook un tel début dans le rouge. Les derniers conseils reçus par Morgan Stanley étaient pourtant de baisser le prix d'introduction en Bourse.

Facebook va faire jurisprudence pour les prochaines entrées en Bourse en particulier celles liées à des entreprises technologiques et web. Certains observateurs parlent même d'un éclatement de la bulle des start-up web.

Morgan Stanley a également conduit les introductions de LinkedIn, Groupon et Zynga, les autres étoiles web cotées. Ces boîtes avaient vu leurs cours s'envoler les premiers jours avant de se stabiliser bien en dessous de leurs cours initial. Pour Facebook, il n'y aura donc même pas eu cet état de grâce premier.

Des leçons et des solutions à tirer de cet échec?

Facebook a de plus un réel problème des revenus actuellement et doit monétiser son utilisation mobile pour prendre de la valeur auprès des acheteurs d'actions et dynamiser sa capitalisation boursière. L'entrée en Bourse a notamment souffert du retrait la semaine passée de General Motors de la liste des annonceurs sur le réseau. Mais Facebook est encore une jeune entreprise qui dispose tout de même de près d'1 milliard d'utilisateurs exposables à la publicité.

Du côté des leçons à tirer, Marc Fiorentino, banquier d'affaires spécialiste des marchés, évoque pour sa part «l'arnaque Facebook». Il explique que «ce n'est pas un échec pour tout le monde. C'est un énorme succès pour les fondateurs et actionnaires qui ont vendu à un prix surévalué à la dernière minute d'introduction, un énorme succès pour les banques qui ont procédé à l'introduction». Il tient un discours sans équivoque sur les autres porteurs décrivant Facebook comme : «un échec pour les pigeons de service qui se sont rués sur l'action en pensant gagner 30% le premier jour. Mais ils recommenceront à la prochaine introduction...» Les petits porteurs n'ont pas encore tout perdu, il ne s'agit que du deuxième jour de cotation.

Cet échec sera tout de même une leçon que les investisseurs essaieront de se rappeler à la prochaine. En attendant, jusqu'où le cours de l'action Facebook peut-il chuter? L'exemple de l'entrée en Bourse d'Amazon en 1997, rappelé par le quotidien New York Times, ayant coulé sous son prix initial de 18 dollars avant de

quadrupler son cours un an après pour attendre aujourd'hui 218 dollars pièce, entretient l'espoir et la patience pour Facebook. *«L'action du réseau social doit être un investissement de long terme car cette entreprise va encore évoluer»*, explique les analystes.

L'erreur aura été de se voir trop beau trop vite de la part de la direction de Facebook et de vouloir à tous prix atteindre la barre du milliard de dollars de valorisation boursière et de placer à 38 dollars l'action de base.

Epilogue de l'AFP.

Le titre du champion des réseaux sociaux Facebook plongeait encore mardi, au troisième jour de sa cotation, perdant 6,67% à 31,74 dollars moins d'une demi-heure après l'ouverture de la Bourse à New York.

Ainsi en moins de quatre jours, la valorisation du site aux 900 millions d'utilisateurs a déjà baissé de 17 milliards de dollars.

Facebook a mis vendredi sur le marché 421 millions d'actions, pour une opération à 16,02 milliards de dollars, la plus grosse pour une valeur internet, la deuxième plus importante pour une valeur américaine tous secteurs confondus.

Commentaire.

Ils sont terribles ces journalistes, on a beau leur expliquer qu'il s'agit d'une arnaque et non d'une erreur, celui de 20minutes termine son article en voulant nous faire avaler la version de l'erreur ! Il a dû recevoir des ordres ou pas besoin, il est soumis.

Un article de liberation.fr du 24 mai 2012

Quand les investisseurs payent pour prêter à l'Allemagne. (25.05)

En ces temps de crise, voilà qui semble relever du surréalisme économique : mercredi, l'Allemagne a emprunté gratuitement 4,5 milliards d'euros sur les marchés. Les investisseurs se sont rués sur des obligations à deux ans, rémunérées à 0%. Plus tard dans la journée, les taux allemands à dix ans ont atteint un minimum historique de 1,77%. Sur la même durée, la prime de risque française est à 3,5%, l'italienne à 5,7%, l'espagnole à 6,2%.

Cette bizarrerie n'est pas une première. En janvier, Berlin avait même émis des titres à court terme à des taux négatifs (-0,01%). Autrement dit, les investisseurs étaient prêts à payer pour détenir des obligations allemandes, en récupérant moins d'argent qu'ils n'en ont prêté. C'est aussi le cas, d'ailleurs, pour les titres à taux zéro, car l'inflation (2,1% en Allemagne en avril) fait baisser la valeur de l'argent sur la durée du prêt.

L'explication est simple, et inquiétante : le contexte économique est tellement incertain que les investisseurs s'arrachent les rares valeurs sûres à long terme, même si elles sont peu ou pas rentables. Et en premier lieu, les obligations allemandes. «*On assiste à une fuite vers la qualité, commente Patrick Jacq, analyste obligataire chez BNP Paribas. La sécurité est l'unique facteur de décision des investisseurs.*» Les obligations françaises à deux ans, encore considérées comme des actifs sûrs, sont elles aussi à leur plus bas historique, à moins de 50 centimes.

Réglementation

A cette aversion au risque s'ajoutent des contraintes réglementaires. Les investisseurs privés ne peuvent pas laisser dormir leur argent : ils doivent l'investir dans des actifs. Or, «*les institutions officielles comme les banques centrales sont obligées d'avoir dans leur portefeuille des titres à court terme les mieux notés possible, poursuit Patrick Jacq. Idem pour les banques commerciales, que les nouvelles réglementations dites Bâle III contraignent aussi à détenir des titres de la meilleure qualité.*» Et dans le club très sélect des pays notés triple A, Berlin fait figure de tête de gondole.

Du coup, les obligations allemandes sont aussi les plus faciles à revendre sur le marché secondaire, éventuellement avec des bénéficiaires : une motivation supplémentaire pour certains acheteurs.

Cette anomalie économique révèle l'extrême pessimisme des marchés vis-à-vis de la situation de l'Europe. Elle éclaire également le scepticisme de l'Allemagne à l'égard des eurobonds réclamés par la France, qui pourraient renchérir le coût de sa dette.

Complément de l'AFP "*La dette allemande est le seul marché qui a une taille suffisante pour accueillir les flux recherchant une sécurité maximale*", estime Axel Botte, stratégeste obligataire chez Natixis AM.

"*On est dans une période où il y a tellement de craintes sur de plus en plus d'emprunteurs que la sécurité est l'unique facteur de décision des investisseurs*", renchérit Patrick Jacq chez BNP Paribas.

L'Allemagne rassurent pleinement les investisseurs grâce à ses déficits maîtrisés et sa dette contenue.

Sa dette est d'ailleurs la plus liquide en Europe, c'est-à-dire très présente dans les portefeuilles des investisseurs, ce qui assure à chacun la possibilité d'en acheter et d'en vendre facilement.

En outre, "*dans certains cas, les investisseurs peuvent se servir des obligations allemandes pour couvrir une position sur les actions*", les deux actifs évoluant en sens inverse, rappelle M. Botte.

Un article de l'AFP du 24 mai 2012

Des eurobonds aux réformes structurelles, les idées sur la table de l'UE. (25.05)

Des réformes structurelles aux euro-obligations, de multiples pistes sont sur la table de l'Union européenne pour relancer la croissance et perfectionner la zone euro en vue du sommet décisif des 28 et 29 juin.

Les dirigeants des Vingt-Sept ont chargé mercredi soir le président de l'UE Herman Van Rompuy de présenter en juin un rapport définissant un calendrier et une méthode en vue d'un "*approfondissement*" de l'Union monétaire.

DOPER LES INVESTISSEMENTS EUROPEENS

C'est le sujet le plus avancé, qui devrait aboutir à un consensus fin juin sur divers instruments pour encourager les investissements:

- Le renforcement du capital de la Banque européenne d'investissement (BEI), bras financier de l'UE, qui peut notamment venir en aide aux PME. La Commission européenne propose de l'augmenter de dix milliards d'euros.

- Une meilleure "*mobilisation*" des fonds structurels, qui restent souvent en souffrance car ils ne peuvent être débloqués qu'en cas de cofinancement par les Etats. L'idée serait de limiter ce cofinancement et de les réorienter dans les domaines les plus porteurs.

- Des "*project bonds*": il s'agit d'emprunts pour financer des grands chantiers, d'infrastructures ou dans les énergies nouvelles. Une phase pilote devrait être lancée pour un montant global espéré de 4,5 milliards d'euros.

Souvent cités comme des embryons d'euro-obligations, ils s'apparentent davantage à un montage financier visant à lever des fonds grâce à des garanties de la BEI et des partenariats public-privé.

LA TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIERES

La France défend cette taxe, et souhaite notamment utiliser ses recettes pour doper l'investissement. La Commission et d'autres pays, dont l'Allemagne, prônent aussi sa création, mais les avis divergent sur son utilisation (réduction des déficits, budget européen, aide au développement...). Bruxelles estime qu'elle rapporterait, au niveau de toute l'UE, plus de 50 milliards d'euros par an.

Le problème, c'est que certains pays n'en veulent pas, Royaume-Uni en tête. Paris plaide pour sa mise en place rapide par un groupe plus restreint, mais certains redoutent une fuite des capitaux.

LES EURO-OBLIGATIONS

Il s'agit du principal point de friction entre la France, qui prône leur instauration, et l'Allemagne, qui s'y oppose. Chacune compte des alliés: la Commission et l'Italie entre autres pour François Hollande, les Pays-Bas et la Finlande pour Angela Merkel. Selon Rome, une "*majorité de pays*" sont désormais favorables aux "*eurobonds*".

Le principe, c'est d'émettre des emprunts communs, au niveau de la zone euro, pour mutualiser les risques et protéger les pays fragiles des attaques spéculatives. Cela permettrait aux Etats qui payent très cher pour emprunter, comme l'Italie ou l'Espagne, de bénéficier en partie des taux d'intérêt faibles versés par l'Allemagne ou la France.

Pour le président français, il s'agit de mutualiser la dette nouvelle.

Cela nécessiterait de réviser les traités de l'UE. Même s'ils sont retenus in fine au sommet de juin, ce sera dans une "*perspective de long terme*", a prévenu Herman Van Rompuy.

LES REFORMES STRUCTURELLES

Angela Merkel et le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi en font le principal vecteur d'un retour de la croissance. Elles visent notamment à baisser le coût de la protection sociale ou à libéraliser le marché du travail, mais sont vues d'un mauvais oeil par les syndicats.

Bruxelles doit faire des recommandations à chaque Etat membre le 30 mai.

MARCHE INTERIEUR

Berlin et la Commission défendent un approfondissement du marché intérieur commun, notamment pour améliorer la mobilité de l'emploi.

REFORMES BANCAIRES

Paris et Rome prônent une ébauche de fédéralisme bancaire, avec une supervision "*intégrée*" et un "*schéma commun de garanties des dépôts*".

François Hollande estime aussi que le fonds de secours de la zone euro, le Mécanisme européen de stabilité (MES), doit être autorisé à recapitaliser les banques fragiles "en lien avec la BCE".